

Les démocrates sont l'establishment, et l'Amérique est en colère contre le statu quo

Portrait de l'auteur

Par David Wallace-Wells

L'élection de 2016 a été un crève-cœur pour les libéraux sentimentaux américains. Celle-ci arrive avec un coup de massue plus assourdissant, avec moins d'espoir que l'énergie de la « résistance » soit débouchée par le résultat qu'une sorte de désespoir acquiescé.

Il reste à voir dans quelle mesure le programme de l'ancien président, qui consiste à tout brûler, sera réellement mis en œuvre, étant donné les fanfaronnades erratiques de la campagne qui l'ont fait naître. Mais si l'on prend au sérieux les grandes lignes, la réélection de Donald Trump pourrait inaugurer la plus profonde période de changement par le haut que le pays ait connue de mémoire d'homme, même s'il reste bien en deçà des craintes libérales de fascisme.

Les enjeux n'étaient pas secrets ; en fait, les messages démocrates autour du projet 2025 en particulier ont été remarquablement réussis, au cours d'une campagne par ailleurs peu axée sur la politique. Et pourtant, le pays a abordé le jour de l'élection en s'inquiétant d'une inflation qui avait reculé depuis longtemps et d'une immigration qui avait atteint son apogée depuis longtemps, et a donné une confirmation de Trump qui se double d'une approbation effective d'un changement radical - en promettant d'expulser plusieurs millions de personnes vivant en Amérique, d'imposer des tarifs douaniers généralisés, de passer un coup de chalumeau à l'État régulateur, de réduire de près d'un tiers le budget fédéral et de supprimer potentiellement l'impôt sur le revenu. (Sans parler de la possibilité d'une nouvelle restriction des droits reproductifs ou de la fin éventuelle de la fluoruration de l'eau). La victoire a été, selon les critères de l'histoire récente, décisive. Pourtant, ce n'est pas le genre de transformation, du pays et de son avenir, qui devrait découler d'une victoire de cette ampleur.

Pendant des mois, voire des années, les libéraux se sont frénétiquement demandé comment il était possible que la course soit si serrée, que cet homme, menant cette campagne, ait une chance. Certaines hypothèses étaient des lamentations spirituelles légèrement enveloppées - le pays était tout simplement si ignorant, ou si malade, ou si en colère, l'environnement de l'information ou la trajectoire du changement culturel étaient tout simplement si brisés. D'autres concernaient les tactiques de campagne et la terrifiante contingence de l'histoire politique : l'augmentation des prix au supermarché et des demandeurs d'asile à la frontière après la pandémie, l'âge et l'impopularité de Joe Biden, le choix du « mauvais » vice-président, la décision de soutenir largement Israël dans sa guerre à Gaza ou l'impression que les démocrates étaient allés « trop loin » vers la gauche.

Mais à cette liste, j'ajouterais un autre facteur, plus fondamental. Le parti démocrate a occupé la Maison Blanche pendant 12 des 16 dernières années et se battait pour en occuper 16 sur 20. Le seul intrus républicain de cette période s'est présenté comme un outsider et a gouverné comme tel, incapable d'accomplir grand-chose sur le plan législatif, quel que soit le nombre de juges qu'il a nommés et quel que soit le chaos informationnel et social qu'il a semé dans le pays. Aucun républicain, y compris M. Trump, n'a remporté le vote populaire lors d'une élection présidentielle depuis la grande récession de 2008, et un seul a remporté le vote national depuis 1992, après la fin de la guerre froide - une période de 32 ans au cours de laquelle les démocrates ont obtenu plus de partisans lors de sept des huit dernières élections présidentielles.

C'est la première fois dans l'histoire moderne des États-Unis que l'un ou l'autre des partis domine à ce point le vote populaire. Mais aujourd'hui, cela représente aussi un profond vent politique contraire. Depuis plusieurs années, les commentateurs politiques ont noté le tournant « anti-incumbency » dans la politique mondiale, à savoir que dans la longue période qui a suivi la Grande Récession et la courte période qui a suivi l'urgence Covid, les électeurs du monde riche se sont retournés contre ceux qui étaient au pouvoir et ont cherché des alternatives, souvent, mais pas exclusivement, à droite.

Aux États-Unis, les démocrates ont largement échappé à cette tendance, restant une coalition de centre-gauche relativement populaire, en partie grâce à la polarisation négative et au dérangement fondamental des républicains sous Trump. Le résultat a été, pendant une génération, une majorité naturelle bien que mince, qui semble encore plus dominante si l'on considère l'inclinaison vers la gauche d'Hollywood, des médias traditionnels et du monde universitaire, et peut-être surtout des entreprises américaines. (Les comtés bleus représentent plus de 70 % du PIB américain, et la classe dirigeante du pays est de plus en plus progressiste depuis plusieurs décennies).

Une Maison Blanche impopulaire, avec un président muet et très moqué, a pesé sur la campagne, peut-être plus que tout ce que la vice-présidente a fait ou dit depuis son accession surprise à l'investiture cet été. Mais l'albatros n'était pas seulement Joe Biden, c'était aussi la perception à long terme que les libéraux constituaient la classe dirigeante du pays. C'est un point sur lequel le mouvement conservateur, par ailleurs inchoatif, a insisté de manière cohérente et efficace ces dernières années : les démocrates sont désormais le parti du pouvoir et de l'establishment, et la droite est le foyer naturel de toutes sortes de ressentiments anti-establishment - dont il est désormais clair qu'ils sont très nombreux. La plupart des gens de gauche n'ont pas vu les choses de cette manière, frustrés par les impasses législatives, les revers judiciaires et les élections trop serrées pour être confortables, apparemment à chaque cycle, avec le sentiment que les libéraux nageaient toujours à contre-courant. Mais, d'une manière profonde que les électeurs du parti reconnaissent rarement, les démocrates ont été la force politique dominante du pays pendant toute une génération.

Aujourd'hui, il semble que ce soit terminé - le second mandat de Trump promet, sans nécessairement le réaliser, le remplacement complet d'une élite de l'establishment, qui a présidé pendant une génération, par une nouvelle élite presque méconnaissable par rapport à la précédente.

Il s'agissait de la première campagne présidentielle post-pandémique, et bien que Covid ait rarement occupé le devant de la scène pendant la campagne, ses séquelles sont visibles dans l'ensemble du paysage politique - une méfiance croissante à l'égard des institutions et de la sagesse de l'establishment, suffisante pour réinstaller comme figure de proue nationale un narcissique rétributif dont « la collection de passifs politiques est si vaste qu'elle défie toute tentative de la résumer », comme l'a dit Jonathan Chait cette semaine. Les vaccins de l'opération Warp Speed de Donald Trump ont peut-être sauvé plus de trois millions de vies américaines - et des millions d'autres à l'étranger. Mais son propre mépris et celui de ses partisans pour toute autorité établie est tel que non seulement il a à peine mentionné cette réussite lors de sa campagne, mais il s'est également engagé publiquement à confier les rênes de la santé publique à quelqu'un qui pense que même les vaccins standard sont une erreur.

Les conséquences semblent assez profondes et, à bien des égards évidents, assez désastreuses - nous aurons maintenant des années sombres pour analyser la signification d'un MAGAïsme enhardi et sans entraves pour la liberté de reproduction, la santé publique, les responsabilités respectives de l'État envers ses citoyens et ses milliardaires, la voie de l'avenir du pays et l'évolution de sa quête de progrès. Peut-être que le programme

expansif du second mandat sera bloqué, comme l'a été une grande partie du programme du premier mandat de Trump, bien qu'une armée MAGA plus loyale et mieux préparée soit prête à le poursuivre cette fois-ci. Pour les libéraux déjà découragés, il est déjà beaucoup plus difficile de croire en un avenir progressiste. Lorsque vous regardez la carte montrant les changements au niveau des comtés à partir de 2020, c'est une nation qui se peint en rouge. Et à la fin d'une campagne au cours de laquelle peu de changements politiques concrets ont été proposés, et où Kamala Harris semble avoir largement dépassé le nombre de voix de Joe Biden pour 2020, les démocrates apparaissent aujourd'hui comme un parti à court d'idées.

Mais les résultats jettent également une lumière différente sur le passé récent, suggérant la fin d'une ère que nous pouvons rétrospectivement identifier comme le point culminant de la gouvernance démocrate dans l'ère moderne. Peut-être datez-vous le début de cette période à 2008, lorsque Barack Obama a remporté ce qui s'est avéré être un glissement de terrain anormal qui lui a également assuré un caucus sénatorial de 60 sièges à l'abri de l'obstruction (et a alimenté les rêves des libéraux d'une majorité démocrate permanente). Ou peut-être datez-vous de 1992, lorsque Bill Clinton a tourné la page du reaganisme lors de la première des huit élections au cours desquelles les démocrates ont remporté sept victoires au vote populaire. Une grande partie de cette période a été marquée par des taux d'intérêt plus bas, qui auraient pu permettre des dépenses sociales beaucoup plus importantes ; au lieu de cela, les résultats finaux semblent, rétrospectivement, encore plus dérisoires.

Dans la mythologie politique simpliste, cette période a été traitée comme une ère de déclin américain. Mais les données racontent une autre histoire, du moins si on les compare à l'expérience de nos pairs. Depuis 2008, l'économie américaine s'est développée à un rythme enviable, et de nombreuses mesures d'inégalité ont également diminué ; depuis la pandémie, l'anomalie américaine s'est encore accentuée. Les progrès législatifs et culturels ont été insuffisants pour de nombreuses personnes de gauche, mais ils ont néanmoins été significatifs : Plus de 40 millions de personnes bénéficiant d'une assurance maladie grâce à l'Affordable Care Act, un effort sérieux pour lutter contre le changement climatique et le déclin industriel, une véritable révolution en matière de droits des homosexuels. À plusieurs reprises - lorsque Obama est entré en fonction, lorsque Bernie Sanders a semblé revitaliser la gauche - il a semblé qu'il était possible d'aller beaucoup plus loin. Les progressistes ont passé le plus clair de leur temps à se consterner ou à s'indigner de ces insuffisances. Mais pour l'instant, il s'agit de préserver un statu quo insuffisant.

Traduction de :

[https://messaging-custom-newsletters.nytimes.com/dynamic/render?campaign\\_id=253&emc=edit\\_dww\\_20241106&free\\_trial=0&instance\\_id=138904&isViewInBrowser=true&nl=david-wallace-wells&paid\\_regi=1&regi\\_id=26562230&segment\\_id=182455&sendId=182455&uri=nyt://newsletter/32977476-2c19-5024-b64f-c0a64b8d08b9&user\\_id=955d1f984604a6fafd81e35e5e066359](https://messaging-custom-newsletters.nytimes.com/dynamic/render?campaign_id=253&emc=edit_dww_20241106&free_trial=0&instance_id=138904&isViewInBrowser=true&nl=david-wallace-wells&paid_regi=1&regi_id=26562230&segment_id=182455&sendId=182455&uri=nyt://newsletter/32977476-2c19-5024-b64f-c0a64b8d08b9&user_id=955d1f984604a6fafd81e35e5e066359)